

POUR LE RASSEMBLEMENT, LES LICENCIEMENTS A ST MICROELECTRONICS C'EST TOUJOURS NON !

Lyon, le 27 janvier 2016

L'année 2016 commence mal pour les salariés de ST micro. La direction du groupe, lors de l'annonce de son bilan de l'année 2015, vient d'annoncer la suppression de 1100 emplois dans le monde dont 430 en France. C'est toute la filière du numérique qui en subit les conséquences. De ce fait, en dépit d'abondantes subventions publiques, ST supprime des emplois et laisse des savoir-faire et des métiers d'avenir quitter nos territoires.

Le 21 janvier dernier, les organisations syndicales avaient fait valoir leur inquiétude légitime en appelant à un rassemblement devant le site de ST Grenoble, qui serait le plus impacté. L'objectif de la direction est de séparer, de vendre la filière numérique et décodeurs et de perdre ainsi le savoir-faire technique de fabrication en reclassant ou en se séparant de plusieurs centaines de salariés. C'est là le produit de la vision à court terme sans stratégie industrielle. **Dans le même temps, les dividendes des actionnaires battent des records. Et l'argent public déversé au groupe atteint des sommes vertigineuses.** Pour exemple la région Rhône-Alpes a versé jusqu'à **25 millions ces dernières années sans aucune garantie d'emplois**, risque déjà relevé à plusieurs reprises durant le mandat précédent par les élus du rassemblement (EELV, PG, Ensemble). Pour cette raison, nos élus à la Région avaient voté contre ces 25 millions. Pour rappel, ST est le premier bénéficiaire du programme « NANO2017 ».

Les élus du Rassemblement Citoyen, Solidaire et Écologique de la région Auvergne-Rhône-Alpes et de Grenoble Alpes Métropole dénoncent cette situation et continuent de plaider pour **l'attribution de financements publics aux entreprises privées sur la base de critères stricts, comprenant entre autres le développement de l'emploi local.**

Assez d'argent public distribué à des entreprises qui licencient et affaiblissent les industries de nos territoires !

Il est temps de changer nos pratiques et d'aller vers de nouveaux modèles de développement économique. **Si Laurent Wauquiez prétend défendre l'emploi local, il doit faire tout son possible pour faire échec à la politique de destruction d'emplois poursuivie par la direction de ST.**